

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 12 december 1996;
 Gelet op het advies van het beheerscomité van de "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées" (Waals Agentschap voor de integratie van gehandicapte personen), gegeven op 1 februari 1996;
 Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 april 1997;
 Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;
 Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. Artikel 3 van hetzelfde besluit van de Waalse Regering van 12 december 1996 wordt als volgt vervangen :
 Artikel 17 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

« Indien de bestemming van de uitrustingen gewijzigd mag worden overeenkomstig artikel 83, eerste lid, 2°, van het koninklijk besluit van 5 juli 1963, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 december 1996, moet de aanvrager, enerzijds het Agentschap minstens het niet afgeloste deel van de subsidies terugbetalen, en anderzijds de meerwaarden als buitengewone ontvangsten of de minderwaarden als buitengewone lasten boeken, al naargelang de verkoopprijs hoger of lager is dan de restwaarde. »

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1996.

Art. 4. De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.
 Namen, 22 mei 1997.

De Minister-President van de Waalse Regering,
 belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
 R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
 W. TAMINIAUX

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 97 — 1164 (97 — 435) [97/31119]

24 JANVIER 1997. — Ordonnance portant approbation de l'accord de coopération concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages. — Erratum

Au *Moniteur belge* n° 44 du 5 mars 1997, p 4637, il y a lieu de remplacer dans le titre, la date du 24 janvier 1997, par la date du 30 janvier 1997.

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 97 — 1164 (97 — 435) [97/31119]

24 JANUARI 1997. — Ordonnantie houdende instemming met het samenwerkingsakkoord betreffende de preventie en het beheer van verpakkingsafval. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 44 van 5 maart 1997, blz. 4637, moet in de titel de datum « 24 januari 1997 » vervangen worden door « 30 januari 1997 ».

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 97 — 1165

[S - C - 97/31219]

14 MAI 1997. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 28 septembre 1995 définissant l'organe habilité à statuer sur les demandes d'admission des personnes handicapées au bénéfice des dispositions du décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, ainsi que les procédures et modalités d'introduction de ces demandes

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu les articles 128 et 138 de la Constitution;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, notamment l'article 4;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 28 septembre 1995 définissant l'organe habilité à statuer sur les demandes d'admission des personnes handicapées au bénéfice des dispositions du décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, ainsi que les procédures et modalités d'introduction de ces demandes;

Vu l'avis du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé, donné le 17 décembre 1996;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 25 septembre 1996;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget donné le 4 octobre 1996;

Considérant qu'il importe de disposer des informations indispensables permettant l'examen des demandes d'admission des personnes handicapées au bénéfice des dispositions du décret du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;
 Sur la proposition du Membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes,
 Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution en vertu de l'article 138 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par « arrêté du 28 septembre 1995 » : l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 28 septembre 1995 définissant l'organe habilité à statuer sur les demandes d'admission des personnes handicapées au bénéfice des dispositions du décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, ainsi que les procédures et modalités d'introduction de ces demandes, tel que modifié.

Art. 3. L'article 8 de l'arrêté du 28 septembre 1995 est complété par deux alinéas, rédigés comme suit :

« Cet examen médical est remboursé par le Fonds bruxellois à concurrence d'un montant de 2 100 F.

La demande d'examen spécifie les explorations, recherches et examens médicaux généraux ou spéciaux auxquels le médecin doit procéder. »

Art. 4. L'article 9 de l'arrêté du 28 septembre 1995 est complété par deux alinéas, rédigés comme suit :

« Cet examen psychologique est remboursé par le Fonds bruxellois à concurrence d'un montant de :

4 200 F. pour un examen de la personnalité;

1 800 F. pour un examen du potentiel intellectuel.

La demande d'examen spécifie la nature des expertises que le psychologue doit réaliser. »

Art. 5. Dans l'arrêté du 28 septembre 1995, il est inséré un article 9bis, rédigé comme suit :

« Art. 9bis. Aucune intervention dans le coût des examens ne peut être réclamée à la personne handicapée.

La demande de remboursement est introduite par le médecin spécialiste ou le psychologue auprès du Fonds bruxellois après que l'examen ait été réalisé. L'administration leur verse directement son intervention.

L'intervention du Fonds bruxellois n'est due que si les rapports et protocoles effectués sont transmis selon le cas, soit au médecin, soit au psychologue de l'équipe pluridisciplinaire définie à l'article 11 du présent arrêté, au plus tard dans les trente jours qui suivent la date de l'examen. »

Art. 6. Dans l'arrêté du 28 septembre 1995, il est inséré un article 9 ter, rédigé comme suit :

« Art. 9ter. Le psychologue qui souhaite être repris sur la liste dont question à l'article 9 du présent arrêté introduit sa demande par lettre recommandée auprès du Fonds bruxellois qui en accuse réception.

Il doit satisfaire aux conditions suivantes :

1. être porteur d'un diplôme repris à l'article 1^{er}, 1^o de la loi du 8 novembre 1993 protégeant le titre de psychologue, ou répondre aux conditions visées au chapitre IV de la même loi;

2. faire la preuve d'une compétence particulière en matière de personnes handicapées soit par sa formation, soit par son expérience professionnelle;

3. justifier d'une formation et d'une expérience dans la pratique des tests projectifs;

4. présenter un certificat de bonne vie et moeurs dont la date de délivrance ne peut être antérieure à trois mois;

5. mener une activité continue dans le domaine du handicap.

Le psychologue repris sur la liste dont question à l'article 9 du présent arrêté ne peut pas être membre du conseil d'administration ou membre du personnel d'une institution agréée ou reconnue par la Commission communautaire française dans le cadre la politique qu'elle mène en matière d'intégration des personnes handicapées. Il s'engage à communiquer immédiatement toute modification à ce sujet.

Le Membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes statue sur la demande du psychologue qui souhaite être repris sur la liste dont question à l'article 9 du présent arrêté dans les deux mois qui suivent sa réception.

Sa décision est notifiée immédiatement par lettre recommandée à la Poste.

La reconnaissance prend effet à la date de notification de cette décision. »

Art. 7. Dans l'arrêté du 28 septembre 1995, il est inséré un article 9 quater, rédigé comme suit :

« Art. 9quater. Le Membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes, sur proposition du Fonds bruxellois, peut retirer à tout moment de la liste qu'il établit un psychologue qui ne remplit plus les conditions fixées à l'article 9ter du présent arrêté. Ce retrait prend cours à la date de sa notification. »

Art. 8. Dans l'arrêté du 28 septembre 1995, il est inséré un article 11bis, rédigé comme suit :

Art. 11bis. Les montants figurant au présent arrêté sont périodiquement révisables et liés à l'indice-santé de référence 123,79 de décembre 1996.

A partir du 1^{er} janvier 1998, ils sont adaptés annuellement chaque 1^{er} janvier compte tenu de l'indice des prix à la consommation visé au chapitre II de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, dénommé indice-santé, suivant la formule :

$$\frac{\text{Montant de base} \times \text{indice-santé décembre 1996}}{123,79} \quad "$$

Art. 9. Dans l'arrêté du 28 septembre 1995, il est inséré un article 12bis, rédigé comme suit :

« Sont abrogés :

1^o l'article 68 de l'arrêté royal du 5 juillet 1963 relatif au reclassement social des handicapés;

2^o l'arrêté ministériel du 3 avril 1964 déterminant les conditions de paiement des frais des examens médicaux pratiqués en exécution des articles 8, 14 et 30 de l'arrêté royal du 5 juillet 1963 concernant le reclassement social des handicapés, tel que modifié;

3° l'arrêté ministériel du 7 avril 1964 fixant la liste des médecins spécialistes prévue à l'article 9 de l'arrêté royal du 5 juillet 1963 concernant le reclassement social des handicapés et déterminant les conditions de paiement des examens médicaux pratiqués par ces médecins;

4° l'arrêté ministériel du 4 septembre 1964 déterminant les conditions de paiement des frais d'exams psychologiques pratiqués en exécution de l'article 9 de l'arrêté royal du 5 juillet 1963 concernant le reclassement social des handicapés."

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 14 mai 1997.

Pour le Collège de la Commission communautaire française :

Ch. PICQUE,
Membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes

H. HASQUIN,
Président du Collège

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 97 — 1165

[C - 97/31219]

14 MEI 1997. — Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 28 september 1995 tot aanduiding van het orgaan bevoegd om te beslissen over de aanvragen tot toelating van gehandicapten volgens de bepalingen van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, alsook de procedures en wijzen van indiening van deze aanvragen

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op de artikelen 138 en 178 van de Grondwet;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 28 september 1995 tot aanduiding van het orgaan bevoegd om te beslissen over de aanvragen tot opname van gehandicapten volgens de bepalingen van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, alsook de procedures en wijzen van indiening van deze aanvragen;

Gelet op het advies van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijnzorg en Gezondheid, gegeven op 17 december 1996;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 25 september 1996;

Gelet op het akkoord van het Lid van het College belast met Begroting, gegeven op 4 oktober 1996;

Overwegende dat het nodig is om te beschikken over de gegevens die vereist zijn voor het onderzoek van de aanvragen om opname van gehandicapten volgens de bepalingen van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces,

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op voordracht van het Lid van het College belast voor Bijstand aan Personen,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet krachtens artikel 138 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder "besluit van 28 september 1995" : het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 28 september 1995 tot aanduiding van het orgaan bevoegd om te beslissen over de aanvragen tot opname van gehandicapten volgens de bepalingen van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, alsook de procedures en wijzen van indiening van deze aanvragen, zoals gewijzigd.

Art. 3. Artikel 8 van het besluit van 28 september 1995 wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt :

« Dit medisch onderzoek wordt door het Brussels Fonds vergoed ten belope van 2 100 F.

De aanvraag om onderzoek geeft een nadere omschrijving van de speciale of algemene medische onderzoeken, research en aanvullende onderzoeken die de geneesheer dient te verrichten. »

Art. 4. Artikel 9 van het besluit van 28 september 1995 wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt :

« Dit psychologisch onderzoek wordt door het Brussels Fonds vergoed ten belope van

4 200 F voor een onderzoek van de persoonlijkheid;

1 800 F voor een onderzoek van het denkvermogen.

De aanvraag om onderzoek geeft een nadere omschrijving van de aard van de expertises die de psycholoog dient uit te voeren. »

Art. 5. In het besluit van 28 september 1995 wordt een artikel *9bis* ingelast, luidend als volgt :

« Art. *9bis*. Van de gehandicapte mag geen enkele tegemoetkoming in de kosten van de onderzoeken worden geëist.

De vergoedingsaanvraag wordt door de geneesheer-specialist of psycholoog ingediend bij het Brussels Fonds nadat het onderzoek is gebeurd. Het bestuur bezorgt hen rechtstreeks zijn tegemoetkoming.

De tegemoetkoming van het Brussels Fonds is alleen verschuldigd wanneer de gemaakte verslagen en protocols zijn bezorgd, naar gelang van het geval, ofwel aan de geneesheer, ofwel aan de psycholoog van de pluridisciplinaire equipe zoals bedoeld in artikel 11 van dit besluit, en dit uiterlijk binnen de dertig dagen volgend op de datum van het onderzoek. »

Art. 6. In het besluit van 28 september 1995 wordt een artikel *9ter* ingelast, luidend als volgt :

« Art. *9ter*. De psycholoog die zich wil laten inschrijven op de lijst waarvan sprake is in artikel 9 van dit besluit, dient zijn aanvraag in bij een ter post aangetekende brief, gericht aan het Brussels Fonds, dat hiervan ontvangst bevestigt.

Hij moet voldoen aan de volgende voorwaarden :

1. houder zijn van een diploma zoals bedoeld in artikel 1, 1/ van de wet van 8 november 1993 houdende bescherming van de titel van psycholoog, of voldoen aan de voorwaarden opgenomen in hoofdstuk IV van diezelfde wet;

2. bewijs leveren van een bijzondere bekwaamheid inzake gehandicapten, ofwel op basis van zijn opleiding, ofwel op basis van zijn beroepservaring.

3. bewijs leveren van een opleiding en ervaring in het werken met projectietests;

4. een bewijs van goed gedrag en zeden voorleggen dat niet meer dan drie maanden voordien mag zijn uitgereikt;

5. onafgebroken werkzaam zijn in het domein van de handicap.

De psycholoog die vermeld staat op de lijst zoals bedoeld in artikel 9 van dit besluit mag geen lid zijn van de Raad van Bestuur of personeelslid zijn van een instelling die door de Franse Gemeenschapscommissie erkend of bevestigd is in het raam van haar beleid inzake integratie van gehandicapten.

Hij verbindt zich ertoe om onverwijld elke wijziging op dit vlak mee te delen.

Het Lid van het College belast met Bijstand aan personen beslist over de aanvraag van de psycholoog die zich wil laten inschrijven op de lijst zoals bedoeld in artikel 9 van dit besluit, en dit binnen de twee maanden die volgen op de ontvangst ervan.

Van zijn beslissing wordt onverwijld kennisgegeven bij een ter post aangetekende brief.

De erkenning treedt in werking op de dag van de kennisgeving van die beslissing. »

Art. 7. In het besluit van 28 september 1995 wordt een artikel *9quater* ingelast, luidend als volgt :

« Art. *9quater*. Op voorstel van het Brussels Fonds kan het Lid van het College belast met Bijstand aan Personen op ieder tijdstip overgaan tot het schrappen van een psycholoog van de lijst die niet langer voldoet aan de voorwaarden die zijn vastgesteld in artikel 9 ter van dit besluit. Deze schrapping neemt een aanvang op de dag van de kennisgeving ervan. »

Art. 8. In het besluit van 28 september 1995 wordt een artikel *11bis* ingelast, luidend als volgt :

« Art. *11bis*. De bedragen die zijn opgenomen in dit besluit kunnen periodiek worden herzien en zijn gekoppeld aan de refertegezondheidsindex 123, 79 van december 1996.

Vanaf 1 januari 1998 worden ze jaarlijks aangepast op 1 januari rekening houdend met de index van de consumptieprijzen bedoeld in hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 24 december 1993 houdende uitvoering van de wet van 6 januari 1989 ter bescherming van het concurrentievermogen van het land, gezondheidsindex genaamd, volgens de formule :

Basisbedrag x gezondheidindex december 199. »

123, 79

Art. 9. In het besluit van 28 september 1995 wordt een artikel *12bis* ingelast, luidend als volgt :

« Worden opgeheven :

1° artikel 68 van het koninklijk besluit van 5 juli 1963 betreffende de sociale herklassering van gehandicapten;

2° het ministerieel besluit van 3 april 1964 tot vaststelling van de betalingsvoorwaarden van de kosten van de medische onderzoeken verricht in uitvoering van de artikelen 8, 14 en 30 van het koninklijk besluit van 5 juli 1963 betreffende de sociale herklassering van gehandicapten, zoals gewijzigd;

3° het ministerieel besluit van 7 april 1964 tot vaststelling van de lijst der geneesheren-specialisten die bedoeld is in artikel 9 van het koninklijk besluit van 5 juli 1963 betreffende de sociale herklassering van gehandicapten en tot vaststelling van de betalingsvoorwaarden van de medische onderzoeken verricht door die geneesheren;

4° het ministerieel besluit van 4 september 1964 tot vaststelling van de betalingsvoorwaarden van de kosten van de psychologische onderzoeken verricht in uitvoering van artikel 9 van het koninklijk besluit van 5 juli 1963 betreffende de sociale herklassering van gehandicapten. »

Art. 10. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand volgend op de maand waarin het werd bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 14 mei 1997.

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

Ch. PICQUE,

Lid van het College belast met Bijstand aan Personen

H. HASQUIN,

Voorzitter van het College